



Union Départementale des Syndicats
cgt FORCE OUVRIERE de la Haute Loire
1 Avenue Saint Flory 43000 LE PUY EN VELAY

Tel 04 71 05 43 00 e-mail : udfo43@wanadoo.fr www.fo43.fr

MEETING REVENDICATIF

LE MARDI 29 JUIN - 17h30

AU PUY EN VELAY

Centre Roger Fourneyron - Bd de la République

***Pour nos emplois, nos salaires,
nos droits et nos libertés,
Pour le retrait des réformes des retraites
et de l'assurance chômage,***

**Préparons nous à l'action et à la grève
interprofessionnelle !**

***Les pouvoirs publics et le patronat utilisent la crise sanitaire
pour remettre en cause nos droits et nos acquis.
Les salariés résistent et revendiquent !***

**Des militants de toutes les professions et tous les secteurs
prendront la parole pour en témoigner :**

- Industrie métallurgique
- Assurance chômage
- Enseignement
- Santé
- Grande Distribution
- Médico social
- Sécurité Sociale
- Laboratoires d'analyse
- Fonction Publique Territoriale
- La Poste
- AESH
- Retraités
- Fonctionnaires

**Toutes et tous concernés,
Venez nombreux !**



Déclaration de la Commission Exécutive de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de la Haute-Loire - Vendredi 11 juin

Pour nos droits, nos libertés, nos revendications, rassemblons nous pour préparer l'action et la grève interprofessionnelle

Depuis le début de la pandémie, pour les patrons, c'est « open bar » : la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros (+40%), les 40 entreprises les plus riches de France (CAC 40) ont versé 36 milliards d'euros à leurs actionnaires, 450 milliards d'aides publiques aux entreprises ont été distribués.

Pour les salariés, c'est la galère : 200 000 chômeurs en plus, plans de licenciements collectifs, de suppressions d'emplois, de restructuration, de baisse des salaires, des milliers de lits d'hôpitaux fermés, suppressions d'emplois dans l'enseignement, à la Poste, aux finances publique, offensive pour allonger pour allonger le temps de travail dans les collectivités territoriales...

Le gouvernement en profite pour multiplier les attaques contre les droits collectifs : réforme de l'assurance chômage qui réduit les droits des demandeurs d'emplois, loi 4 D qui installe l'inégalité des droits, loi de transformation de la Fonction Publique qui remet en cause les statuts et les garanties, dans le privé remise en cause des droits à congés, du repos hebdomadaire le dimanche au nom de l'état d'urgence...

Les libertés sont bafouées. Les décrets sur le fichage, la loi « séparatisme » et la loi sécurité globale, dont nous exigeons l'abrogation, s'en prennent aux libertés syndicales et au droit de manifester. Les droits des représentants syndicaux sont remis en cause, la répression s'accroît.

De plus en plus nombreux, les salariés résistent par la grève et les manifestations dans tous les secteurs : hôpitaux, médico-social, enseignement, AUBRILAM, SGEV, BRICOCASH, la Poste, Harmony Jouets, marche des libertés, spectacle, ALTILABO, AESH, personnels des crèches, Maison d'Arrêt, Retraités...

Le Président de la République vient d'annoncer qu'il veut relancer la réforme des retraites.

FO RATP (majoritaire) et FO Cheminots affirment ensemble : « nous sommes prêts au combat ». Ils ont raison !

« (...) Si la résistance des salariés (au premier rang desquels ceux de la RATP et de la SNCF) a définitivement enterré le projet de retraite par points de l'aveu même du président, **nous n'accepterons pour autant ni allongement de la durée de cotisation, ni recul de l'âge de départ, ni la suppression des régimes spéciaux**, mesure purement démagogique visant à diviser pour mieux régner ! (...) Comme ils l'ont fait en décembre 2019 et janvier 2020, les cheminots et les salariés de la RATP sont prêts au combat! »

Avec le Comité Confédéral National de FORCE OUVRIERE réuni les 27 et 28 mai, nous affirmons:

« L'heure est à la préparation du rapport de force et à la mobilisation pour faire valoir les revendications à commencer par l'exigence de **levée de l'état d'urgence et le rétablissement de tous les droits et libertés**. Le CCN donne mandat au bureau confédéral de porter urgemment et solennellement cette exigence auprès du gouvernement.

Droits et libertés, salaires, assurance chômage, retraites, services publics, le CCN considère que l'action interprofessionnelle, **la grève interprofessionnelle** s'il le faut, sont nécessaires face au comportement des **pouvoirs publics et du patronat qui utilisent la situation sanitaire pour accélérer la remise en cause des droits et acquis des salariés dans tous les domaines**.

Le CCN réaffirme que Force Ouvrière est prête à **l'action commune** sur ses revendications. »

Pour informer et mobiliser dès maintenant l'Union Départementale FO vous appelle à un

MEETING REVENDICATIF

Le mardi 29 juin à 17h30 – Au Puy en Velay

Centre Roger Fourneyron – Boulevard de la République